

Mots. Les langages du politique

74 (2004)

Langue(s) et nationalisme(s)

Sergueï Panov

Discours nationaliste et politique linguistique en Lettonie indépendante

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Sergueï Panov, « Discours nationaliste et politique linguistique en Lettonie indépendante », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 74 | 2004, mis en ligne le 24 avril 2008. URL : <http://mots.revues.org/4973>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : ENS Éditions

<http://mots.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://mots.revues.org/4973>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

Sergueï PANOV¹

Discours nationaliste et politique linguistique en Lettonie indépendante

La Lettonie a quitté la famille des républiques soviétiques en automne 1991. Depuis, le nouveau régime a pris le cap de la lettonisation comme axe principal de la construction d'un nouvel État. Effacer toute évocation de la présence russe durant plus de 250 ans, dans le cadre de l'Empire russe puis de l'URSS, était l'une des premières urgences après l'indépendance. Les plaques des noms de rues et des places, qui étaient à l'époque bilingues, ont été repeintes, le russe a été évincé de tous les secteurs publics et on assiste actuellement à la liquidation des écoles russes. Les inspirateurs de la reconstruction d'une *Lettonie lettone* expliquent la politique nationaliste de l'État par un besoin de sauver la langue et la culture lettones. Voici quelques-uns des arguments que les autorités lettones utilisent, en présentant la politique linguistique de la Lettonie à l'étranger: «Protéger le droit des Lettons à utiliser leur langue; la Lettonie est le seul endroit où l'on peut garantir l'existence du letton; inciter les résidents non naturalisés à parler la langue officielle; augmenter le prestige du nouvel État souverain.» La politique linguistique est souvent présentée comme une *intégration*, une *promotion du letton*, une *valorisation de la langue officielle*, un *enseignement bilingue*. Selon la communauté russo-phone, il s'agit d'une *lettonisation du pays*.

Les premières tentatives de lettoniser l'ex-Livonie/Courlande remontent aux années 1930, pendant la dictature fasciste de K. Ulmanis qui interdit aux députés du Parlement d'intervenir en russe et en allemand. Les autorités lettones évinçaient les représentants d'autres origines ethniques, surtout les Juifs.

La Lettonie de l'époque de Karlis Ulmanis était une Lettonie pour les Lettons. C'était un État nationaliste. La jeunesse [non lettone] se rendait compte que, malgré ses désirs et ses talents, elle n'aurait jamais la possibilité d'accéder à certaines sphères, notamment à la fonction publique et à l'administration militaire (A. Stranga, *SM-segodnia*, 8 mai 1995, p. 2)².

1. ARSer / Laboratoire DIPRALANG, Université Paul-Valéry, Montpellier 3.

2. *SM-segodnia*, *Rousskij pout*, *Vesti segodnia*, *Tchas* sont des journaux russes de

L'idée du sauvetage de la nation que prônent les leaders politiques est le prétexte à une vengeance contre les Russes et tout ce qui s'est passé durant le 20^e siècle, en particulier de 1940 à 1953. La part belle de ces initiatives idéologiques appartient aux partis ultra-nationalistes : Tevzemei un Brivibai (Union de la Jeunesse), LNNK (Congrès des citoyens). Quotidiennement est agitée une propagande sur le thème : *non-Letton, ennemi de la nation*. Les radicaux s'unissent pour agir contre les «occupants» : «... il faut enregistrer les colonisateurs dans un seul but, trouver un délai pour les expulser» (*Pilsonis*, n° 38, *SM-segodnia*, 17 mars 1994, p. 1).

L'éducation nationaliste de la population lettone provient non seulement des partis politiques, mais aussi de certaines institutions d'État, notamment le DCI (Département de citoyenneté et d'immigration) et des municipalités. Les cibles de ce processus sont les Russes comme ethnie et la Russie comme État qui sont la «personnification du mal absolu» (*SM-segodnia*, 6 octobre 1994, p. 3). Au niveau linguistique, les idéologues ultra-nationalistes utilisent toute une gamme de mots pour insulter et humilier la dignité des non-Lettons : «occupants, colonisateurs, immigrés, locataires, étrangers, invités, violeurs, parasites, etc.» L'une des dernières trouvailles est le mot *negr* («*nègre*»), apocope du mot russe *negrjdanin* qui veut dire «non-citoyen».

Une remarque s'impose ici. Le nazisme letton au cours de la Deuxième Guerre mondiale a essuyé une défaite sans toutefois être éradiqué. Il s'est réfugié dans certains pays d'Europe, aux USA et en Australie. Cette idéologie s'est auto-développée. Après la restauration de l'indépendance, elle réapparaît en Lettonie grâce à l'aide transocéanique ; elle affiche son idéologie de revanche et de vengeance née après la défaite hitlérienne de 1945. Il existe maintenant un système cohérent d'idées politiques, philosophiques, judiciaires et d'institutions adéquates. Tous ceux qui se prononcent contre cette idéologie sont accusés de «trahison nationale» et traités de *kangars* («traîtres» en letton).

Sans doute, le noyau de la lutte idéologique menée par les nationalistes est la russophobie. Elle influence la politique intérieure et extérieure de la Lettonie, sa doctrine militaire, les programmes et les activités de tous les partis politiques, l'opinion publique et les mœurs de la société. Le contenu de cette lutte est reflété par la question : «Quelle doit être la Lettonie : mononationale ou multinationale ? » Pour les nationalistes, la réponse est claire : «La Lettonie est seulement pour les Lettons ! » Autour de cette idée se sont créés des partis et des regroupements qui mènent une politique sur ces sujets. En ce qui concerne la stratégie, les règles du comportement des Lettons doivent assurer le caractère

Lettonie. *Pilsonis*, *Atmoda Atputai*, *Neatkariga Cina*, *Jaunais laiks* sont des journaux lettons. C'est moi qui traduis l'ensemble des énoncés cités.

conscient du déroulement de l'activité russophobe en Europe et dans le monde. Le but de la lutte idéologique est « la délocalisation de tous les russophones du territoire de Lettonie » (*Atmoda Atputai*, 15 juin 1994, p. 2). Ses principes sont basés sur la reconnaissance des Russes comme ennemi absolu : «...notre ennemi principal représente presque un million de russophones » (*Neatkarīga Cina*, 16 septembre 1994, p. 2). Toute tentative de défense des droits russes est présentée comme « la main de Moscou ».

La formation de la conscience russophobe passe par de nombreux moyens :

- persuasion, nécessité d'exprimer l'antipathie envers les Russes ;
- réprobation pour les Lettons qui soutiennent des rapports amicaux avec des Russes ;
- expérience personnelle : un officier de la gendarmerie est fier d'avoir élevé ses enfants dans la haine des Russes ; il raconte : « Quand Uldis avait 13 ans, nous sommes allés à la frontière russe et, en se retournant vers la Lettonie – notre Patrie ! – mon fils a tiré, par-dessus son épaule, une salve de balles en direction de l'ennemi le plus atroce de toutes les époques » (*SM-segodnia*, 25 août 1994., p. 4) ;
- formes traditionnelles de l'activité idéologique : récit, conversation, cours, débat, « table ronde », manuels d'histoire, livres, articles de revues ;
- manifestations pratiques : défilés, meetings, réunions, expositions et excursions consacrées aux « exploits » de la Légion lettone SS, provocations lors des fêtes russes ;
- encouragement des activités russophobes : articles, émissions spéciales ou concours de lecteurs, par exemple : « Qui est le porc immigrant ? » organisé par le journal *Pavalstnieks* en octobre 1993 ;
- publications des noms et adresses des « ennemis du peuple » dans *Pavalstnieks* sous la rubrique « Que la terre brûle sous leurs pieds ! »
- activité des fonctionnaires nationalistes de l'administration à plusieurs niveaux – du local au gouvernemental – qui n'appliquent pas les lois de la République et les décisions judiciaires ;
- suppression des chaînes de télévision russes sur le réseau national et privé.

On trouve également les rumeurs et les *mythes* eschatologiques (disparition de la nation lettone à cause des Russes) ou totémiques :

...les Russes représentent un hybride, issu d'un ours à la fourrure bouffée par les mites et d'un coucou affamé qui a une voracité incomparable, dégageant de l'énergie négative. (*Atmoda Atputai*, 14 août 1993, p. 2)

Il existe un système bien planifié de scission entre les « bons » et « mauvais » à l'intérieur de la communauté russophone. Les « bons » sont une faible minorité de Russes ayant la citoyenneté de Lettonie, les « mauvais » sont des

« colons », non-citoyens. L'antisémitisme occupe une place importante dans les activités nationalistes :

- la presse lettone et les députés organisent régulièrement des débats sur le choix des mots permettant de nommer les Juifs : à la place de *ebrejs* (Juif), on emploie *žids*, mot péjoratif correspondant à « youpin » ;
- le journal *Jaunais laiks* (Nouveau temps), de l'Union de la Jeunesse, théorise souvent les notions de sang aryen et les moyens de se débarrasser des Juifs et des « masses russophones slaves » ;
- le musée d'État de Lettonie vénère la mémoire des bourreaux de l'Holocauste, en leur consacrant quelques salles et expositions ;
- après la projection du film *La liste de Schindler*, à Riga, un ex-détenu juif des camps de concentration, S. Chpouguine, ayant essayé d'intervenir en russe, a été hué et sifflé par le public (*SM-segodnia*, 25 novembre 1994, p. 3) ;
- l'ex-président du Parlement de Lettonie, M. Gorbunovs, a suggéré de rechercher les coupables du génocide parmi les Juifs eux-mêmes (*SM-segodnia*, 19 février 1993, p. 2).

Les médias nationalistes contribuent de façon active à la lutte acharnée contre les « occupants russes » :

Il serait souhaitable d'éclaircir l'expression « victime du totalitarisme »... Parmi les personnes les plus lourdement discriminées, il faudrait exclure celles pour qui le russe est la langue maternelle. (V. Zarins, professeur émérite de philosophie à l'Université de Lettonie, *Rousskij pout*, 26 avril 1993, p. 1)

Vous, les Russes, vous n'êtes même pas des citoyens de deuxième catégorie. Vous n'êtes personne ! (V. Lācis, président de LNNK, *SM-segodnia*, 17 octobre 1992, p. 3.)

Chaque Russe présent sur le territoire letton est un clou dans le cercueil national du pays. (A. Slucis, *Neatkarīga Cina*, 17 octobre 1992., p. 4)

... si vous : Suédois, Danois, Allemands, Américains, vous vous faites des soucis pour ces non-citoyens, alors emmenez-les chez vous ! ...et cette « Helsinki Watch », elle est financée par le KGB et les services de sécurité des États-Unis ! (M. Plavnieks, directeur du DCI, *Rousskij pout*, 15 novembre 1993, p. 5)

Vous n'êtes pas victimes de répressions, vous êtes tout simplement d'anciens clochards et vagabonds. Et dites « merci » aux autorités allemandes [nazies] de s'être occupées de vous ! (Mme Albrehta, maire-adjoint de la préfecture de Kurzeme, aux ex-prisonniers du camp de concentration d'enfants de Salaspils, *SM-segodnia*, 19 février 1994, p. 2.)

En 1995, le journal de l'Université de Lettonie *Universitātes Avīze* a proposé aux étudiants une enquête composée de 100 questions, par exemple :

- De quoi les Lettons peuvent-ils être fiers : littérature, art, musique, économie, mentalité, courage, sport, justice, langue, façon de vivre, mode, télé ?

– À votre avis, les Russes sont: des sales porcs, des ivrognes, feignants, gentils, disciplinés, à notre image, mangent notre pain ?

En 2002, les Éditions *Vieda* ont proposé, à leur tour, aux lycéens et aux étudiants un concours de compositions sous le slogan: «Le chemin vers un monde nouveau, ou un nationalisme vrai et une culture authentique.» On trouvait parmi les sujets: «La réalisation de la justice de Dieu, ou la libération de la Lettonie de 700 000 colons, est l'objectif n° 1.»

Il est intéressant de citer le discours du chef de l'État actuel, Mme V. Vike-Freiberga.

Présentant à la télévision ses vœux pour l'an 2000, elle ne s'est adressée qu'aux Lettons. L'autre moitié de la population – les russophones – a été négligée. (*Panorama Latviji*, 02 janvier 2000)

Ils [les russophones] sont venus du temps de l'Union soviétique, et cela a été une mauvaise surprise pour certains d'entre eux de se réveiller un jour dans un pays qui s'appelle la Lettonie, habité par des Lettons qui parlent le letton. (*L'Express*, 05 décembre 2002, p. 3)

C'est un pays indépendant, la terre des Lettons et de leurs ancêtres, et c'est la langue lettone qui y règne. (*Strana.ru*, 1^{er} mai 2002)

Il faut constater le succès de cette propagande nationaliste. Le clivage entre les deux communautés se creuse et menace la stabilité politique. Cette tendance est préoccupante pour la nouvelle génération, éduquée au sein des rumeurs russophobes. A. Prieditis, auteur d'un livre récent sur les erreurs de l'intégration, le souligne:

Nous avons créé un culte de l'orgueil ethnique. En dix ans, les journaux lettons ont tant écrit contre les Russes, se sont tant moqués d'eux... (*Vesti segodnia*, 29 novembre 2002)

Quant au contenu de la politique linguistique, il convient de signaler que la Lettonie, pour différentes raisons, est un conglomerat de plusieurs cultures, confessions et langues. La rivalité principale sur le marché linguistique réside toutefois dans le conflit entre le letton et le russe. Il faut dire que les minorités ethniques ne vivent pas en groupes compacts, mais qu'elles sont dispersées sur l'ensemble du territoire, à l'exception des grandes villes et des régions frontalières.

Durant la période soviétique, la situation sociolinguistique a évolué en faveur des russophones, et leur nombre est passé de 18 % à 42 %. Ce phénomène s'expliquait par l'immigration intérieure: la Lettonie, comme d'autres républiques soviétiques, faisait partie de l'URSS et se soumettait à la planification économique commune. Dans les années d'après-guerre, l'économie de

la Lettonie était pratiquement détruite et avait besoin d'une reconstruction. Dans les années 1960-1970, les autorités fédérées et républicaines ont pris la décision d'augmenter les capacités industrielles du pays. Pour cela, il y avait un besoin de main-d'œuvre et, surtout, de cadres techniques supérieurs. En conséquence, la situation sociolinguistique de la langue lettone s'est considérablement aggravée. L'utilisation du letton dans certains domaines, comme l'industrie, les forces armées ou la marine, était minimale. En même temps, le letton a conservé ses positions fortes dans la culture et l'enseignement – l'État assurait la formation en letton (école, collège, lycée, université), il y avait des théâtres lettons, et la littérature en langue de Rainis était en progression constante. Certes, beaucoup de russophones ne parlaient pas le letton : nous sommes dans le cas où le groupe dominant n'a pas besoin d'apprendre et d'utiliser la langue du groupe dominé. Certes, l'apprentissage du letton au lycée russe laissait à désirer : deux cours par semaine et aucun examen de letton. Mais utiliser le terme de *russification*, serait incorrect, car il ne s'agissait pas d'une interdiction de l'usage du letton, comme c'est le cas pour le russe en Lettonie d'aujourd'hui, ni d'un passage au cyrillique comme ce fut le cas pour le moldave. Nul doute que si Staline et ses successeurs avaient voulu vraiment russifier la Lettonie, ils auraient trouvé des moyens plus efficaces que l'industrialisation.

L'indépendance de la Lettonie, proclamée en 1991, a changé la situation au niveau démographique et sociolinguistique, en faveur des Lettons. Beaucoup de russophones, privés de citoyenneté et de nombreux droits, sont désormais considérés comme des étrangers. La langue russe a reçu le statut de langue étrangère. Plus de 200 000 personnes d'origine slave dont, en particulier, plusieurs milliers de militaires soviétiques, ainsi que de nombreux spécialistes de haut niveau, ont dû quitter le pays. Malgré les déchainements des ultranationalistes, une bonne partie des russophones n'envisage pas de quitter la Lettonie. Pour des raisons diverses : ancêtres, racines, mariages mixtes, manque de moyens, etc. La plupart d'entre eux considèrent la Lettonie comme leur pays natal, leurs enfants sont nés en Lettonie, et ils ne connaissent pas leur patrie ethnique – la Russie.

Le renforcement des positions de la langue lettone a, sans doute, affaibli celles du russe : toute la correspondance officielle se fait uniquement en letton et même l'emploi du temps dans les lycées russes doit être affiché uniquement en letton ; les noms doivent être écrits conformément à la grammaire lettone – à la fin du nom de famille s'ajoute un «s» qu'il faut prononcer – ; tout affichage en russe dans des lieux publics est strictement interdit – par exemple, l'inscription «Attention, chien méchant!» sur un portail, car il «donne sur la voie publique». Le russe continue à jouer un rôle important sur le marché

linguistique et fonctionne comme langue de communication interethnique. L'ancrage du letton est très fort dans l'administration, le secteur public, les médias. Le russe domine traditionnellement au sein des transports en commun et surtout dans les entreprises privées : suite à la politique nationaliste du gouvernement, beaucoup de Russes ont abandonné le secteur public et sont passés au secteur privé.

Le contenu de la politique linguistique de la Lettonie contemporaine est déterminé par les objectifs de la politique générale. Notons au passage qu'il y a eu trois lois « linguistiques » en dix ans, sans compter de nombreux amendements. Cela prouve la finalité des projets glottopolitiques. Si la première loi offrait aux adultes et aux enfants la possibilité d'apprendre le letton, la deuxième prévoyait un *examen de letton* pour les non-Lettonns, accompagné de sanctions immédiates. Chaque habitant, titulaire du bac russe, devait passer un examen de letton en fonction de son poste. Le règlement prévoyait trois niveaux de connaissance de la langue (actuellement, il y en a six).

Si une connaissance insuffisante de la langue officielle ne permet pas à l'employé de remplir ses fonctions, le code du travail permet de mettre fin à son contrat. (I. Druviete, 1998, *Terminogramme*, Montréal, Publications du Québec, p. 107)

L'application de cette loi concernait tous les russophones, sans exception, même les personnes âgées. Finalement, du 15 juin 1992 au 15 juin 1994, 211 000 non-Lettonns sur environ 300 000 fonctionnaires et employés ont réussi l'examen et ont obtenu le fameux certificat de connaissance de la langue officielle ; 20,6 % ont échoué ; 12,4 % ne se sont pas présentés (*SM-segodnia*, 31 mai 1995, p. 3).

Le gouvernement a fondé le Centre de la langue officielle, qui comprenait, à part des institutions purement linguistiques, des établissements ayant pour fonction le contrôle et les sanctions – le Service d'inspection de la langue officielle et la Commission de certification de la langue officielle. Le chef du Centre de la langue officielle, D. Hirsas, estime que le russe doit être interdit dans les transports en commun. Les inspecteurs de la langue vérifient les annonces, les dénominations, les programmes de la radio et de la télévision et surtout la correspondance dans les bureaux. Ils peuvent intervenir à tout moment et infliger une amende. Ainsi, en 2002, le Club de la jeunesse de Lettonie a été sanctionné d'une amende de 100 *lats* (130 euros) pour neuf erreurs de grammaire et d'orthographe. L'offensive contre le russe s'effectue dans tous les sens, notamment dans les médias. En 1999, le Parlement a interdit la diffusion de films d'enfants dans la langue des minorités ethniques ; le 12 janvier 2000, la Lettonie a arrêté la diffusion de la première chaîne télévisée de Russie *ORT* ; enfin, en mars 2002, a été fermée la *Radio russe*,

chaîne privée. D'après les leaders nationalistes, cela peut aider les russophones à une meilleure adaptation dans la société lettone. I. Vaidere, Présidente de la commission des Affaires étrangères, a proposé d'interdire de montrer à la télévision tous ceux qui ne répondent pas aux questions des journalistes en *letton*, malgré la traduction simultanée. Le journal *Vesti segodnia* lui a rappelé que «son fauteuil est payé par les contribuables russes, eux aussi» (*Vesti segodnia*, 20 décembre 2002).

Le processus d'assimilation de la communauté russophone se manifeste particulièrement dans l'*enseignement*. Le gouvernement lettone ne cesse de répéter aux organisations internationales que les mesures du ministère de l'Éducation nationale, notamment le passage des écoles et lycées russes à l'enseignement bilingue en 2004, ont comme objectif l'*intégration* de la communauté russophone dans la société. En réalité, comme le souligne A. Hausen, professeur à l'Université Vrije de Bruxelles, «le but de l'enseignement bilingue en Lettonie est un passage au letton» (*Tchas*, 03 janvier 2003). En effet, à la différence des lycées russes, où le letton est obligatoire et où 60 % des matières doivent être enseignées dans cette langue, les établissements lettons proposent le russe comme une langue étrangère au choix parmi l'anglais, l'allemand ou le français. Rappelons que l'enseignement professionnel n'est plus offert qu'en letton et que les études supérieures financées par l'État sont assurées principalement en letton. Le ministère de l'Éducation nationale et les municipalités ont fermé un grand nombre d'écoles russes, en affectant les locaux à des établissements scolaires lettons. Il n'est guère étonnant que la peur pour le futur de leurs enfants pousse certains parents russes à choisir des écoles lettones. La propagande nationaliste fait tout pour inculquer aux russophones un sentiment de culpabilité. Nous assistons à un phénomène de plus en plus courant, où les Russes se sentent gênés de parler leur propre langue. À tel point que certains élèves ont honte d'avoir des parents russes.

Les rapports «nationalisme/revendications linguistiques» se manifestent également dans les exigences linguistiques pour la *naturalisation*. Selon la loi sur la citoyenneté de 1994, sont citoyens lettons tous ceux qui vivaient en Lettonie avant le 17 juin 1940 ainsi que leurs descendants. Autrement dit, les personnes qui sont nées en Lettonie le lendemain du 18 juin 1940 et qui y ont vécu pendant plus de 50 ans, ont perdu leur citoyenneté. Du coup, plus de 900 000 personnes, soit 36 % de la population de Lettonie, ont dû demander à être naturalisées. À part différentes exigences à caractère politique et administratif, la procédure de naturalisation prévoit deux examens: examen de connaissance de la langue officielle et examen de la Constitution et de l'histoire de la Lettonie *en letton*. Selon les experts européens, ces exigences sont exagérées, et les examens servent à dissuader les russophones de demander

leur naturalisation. D'autant plus qu'elle contient un critère ethnique: des exigences «allégées» pour les Estoniens ou Lituanais.

Finalement, 60 000 personnes seulement ont obtenu leur naturalisation depuis l'indépendance de la Lettonie, ce qui signifie un échec cuisant de la politique de naturalisation. Le gouvernement justifie ce chiffre devant l'opinion publique occidentale par la fainéantise des non-citoyens et leur conception «impérialiste». Mme V. Vike-Freiberga leur a même proposé de quitter le pays: «...la frontière est ouverte» (*Pravda.ru*, 04 octobre 2002). En privant de nationalité de nombreux russophones et en leur laissant généreusement la citoyenneté d'ex-URSS ou un passeport d'étranger (*Alien's passport*), le nouveau régime a bien fait comprendre que leur présence en Lettonie est indésirable. Malgré le fait que l'accès à la citoyenneté sous la pression des institutions européennes a été récemment simplifié, les russophones ne se sont pas précipités dans les bras des services de naturalisation. Pourquoi? Il ne s'agit pas uniquement des difficultés des examens mais aussi de considérations morales: la nouvelle vision de l'histoire veut que les candidats entonnent des dithyrambes en l'honneur des soldats des légions SS lettonnes. De plus, leur quotidien est loin d'être facile, leurs salaires sont souvent ridicules, et pour beaucoup d'entre eux, il s'agit de survivre. Mais la raison essentielle consiste en une rupture de confiance entre les Russes et les autorités lettones. C'est, sans doute, le résultat d'une politique russophobe, où les provocations et les déchainements nationalistes étaient au rendez-vous pratiquement tous les jours. Si au début des années 1990, les russophones en grande partie étaient prêts moralement à accepter le letton, aujourd'hui, ils ne font plus confiance à l'État de Lettonie qu'ils perçoivent comme un organe hostile. La plupart des russophones estiment que c'est l'État qui les a déclarés étrangers, que c'est lui qui a brisé la stabilité sociale et que c'est à lui d'assumer ses responsabilités dans cette situation.

Au fond, la nouvelle politique linguistique pratique le *revanchisme*. Le ministre des Affaires étrangères, S. Kalniete, parle franchement d'«une revanche sur la géopolitique, sur l'histoire» (*Le Monde*, 14 décembre 2002, p. 5). Les russophones doivent choisir: apprentissage du letton ou perte de leur travail. Finalement, l'attitude des non-Lettonnes par rapport à la langue officielle est devenue répulsive. Et s'ils passent l'examen de letton, ils le font non par amour pour cette langue, mais par peur de perdre leurs moyens de survie ou pour obtenir leur naturalisation. L'idée de fonder un État binational a été rejetée au début de l'indépendance par les nationalistes. Malgré de réelles perspectives d'éviter des conflits interethniques et de créer une société saine, cette occasion a été négligée. Ainsi, le pouvoir a perdu la confiance de 40 % de la population. Toutes les mesures de protection de la langue lettone ont été interprétées par les

russophones comme une manœuvre envers leur langue et leur culture, ce qui a renforcé la tension entre les deux communautés. Certes, l'usage de la langue officielle s'est amélioré : on entend parler le letton de plus en plus souvent, le travail de bureau se fait en letton, etc. Mais cela n'a pas assuré la pérennité du letton dans le futur, surtout à côté de son concurrent puissant, le russe.

Nous constatons ainsi que les relations entre deux communautés sont loin d'être faciles. Leur normalisation dépend de nombreux facteurs intérieurs (stabilité politique et économique du pays, éventuel rapprochement interculturel), ainsi qu'extérieurs (position de la Russie, influence de l'Europe, etc.). Certes, la question ethnique n'est pas comparable à celle du Caucase ou de l'ex-Yougoslavie. Les relations interethniques, malgré toute leur complexité, ne dépassent pas les limites civilisées. Mais il existe un climat politique accablant, des tendances d'évolution de la société profondément différentes et contradictoires. Nul doute que les Lettons vivent mal les souvenirs hégémoniques du russe et la place modeste du letton au niveau international. Mais vu la spécificité de la répartition territoriale des minorités, il est clair que le principe de territorialité, comme en Suisse ou en Belgique, n'est pas possible. En termes pragmatiques, on peut prévoir deux variantes de l'évolution de la situation actuelle.

L'amélioration de la situation politique et surtout économique de la Russie entraînerait des changements positifs en Lettonie. Cela suscitera, sans doute, le renforcement du statut de la langue russe à l'étranger. Et c'est là où le letton commencera à avoir de vrais problèmes. D'autant plus que la Lettonie a des frontières communes avec la Russie. Ses autres voisins – la Lituanie et l'Estonie – possèdent aussi de fortes communautés russophones, et l'échange entre les habitants des pays baltes s'effectue en russe. La deuxième variante est moins optimiste, mais elle est aussi moins probable. Le déchainement nationaliste ne cessera pas, et le gouvernement letton continuera à s'investir dans une lutte contre la langue russe. Cette variante n'aboutirait à rien. Premièrement, cela coûterait cher. Deuxièmement, l'opinion publique lettone commence à changer. Les gens en ont assez d'écouter des discours fanatiques et les promesses vides des ultra-nationalistes. Les anciens « combattants » sont de moins en moins nombreux, et au fur et à mesure, il y aura de moins en moins de conflits induits par la dernière guerre. Tout cela à condition que la nouvelle génération ne soit pas trop contaminée par la propagande nationaliste.

Il est à noter que le rôle des pays occidentaux dans ce conflit est capital. La Lettonie a besoin de l'Europe. Le gouvernement letton comprend que c'est une des seules possibilités d'obtenir certaines garanties contre une Russie imprévisible. Mais d'autre part, le nationalisme en Lettonie mérite plus

d'attention et d'intervention, sinon, en 2004, l'Europe aura dans son sein un autre foyer de nationalisme radical. Certes, une partie de la population lettone ne cache pas sa joie à propos des performances actuelles des radicaux dans le domaine de la langue, de la citoyenneté et de l'enseignement. Mais cela reste tout de même une minorité, et il est pensable que ce nombre aille en diminuant.

La seule solution qui nous paraît inévitable consiste en une reconnaissance du russe comme *deuxième langue officielle*. Les autorités de Lettonie doivent renoncer à la politique russophobe et prendre le cap de la construction d'un État réellement bilingue. Cela pourrait changer l'attitude des russophones envers le letton. Certes, une partie de la population russophone ne parlera jamais letton, mais la majorité, surtout dans les nouvelles générations, possédera les deux langues. Les élèves russes seront obligés de l'apprendre à l'école. Les Lettons ne pourront pas, eux non plus, se passer du russe pour continuer leurs études ou pour pouvoir travailler dans le monde des affaires. Mais il serait naïf de penser que cette situation changera aussi vite qu'on veut le croire. Car les nationalistes se rendent compte qu'ils sont complètement discrédités et que si demain les non-citoyens russophones ont le droit de voter, ils perdront leur travail et leurs privilèges. Ils résisteront jusqu'au bout : il a suffi à Gérard Stoudmann, directeur de l'OSCE des droits de l'homme, de proposer aux autorités lettones d'examiner la possibilité de donner au russe le statut de deuxième langue officielle pour que le premier-ministre letton M. Berzins lui propose de démissionner. Quoi qu'il en soit, on peut constater que pour le moment, l'accord entre les deux communautés n'est pas encore trouvé et qu'il est encore tôt pour parler d'une certaine stabilisation dans la société, même si les apparences sont plutôt rassurantes.